

AstraZeneca: et l'Europe bascula dans l'irrationnel

Nathalie Segaunes

17 mars 2021 L'Opinion

Imitant l'Allemagne, la France a décidé de suspendre le vaccin AstraZeneca. Une application extrême du principe de précaution aux conséquences dangereuses



Alors que la situation épidémique est de plus en plus critique en Ile-de-France, le gouvernement a donné un coup d'arrêt à la vaccination en décidant de suspendre les injections d'AstraZeneca jusqu'à jeudi. Selon un sondage Elabe pour BFM-TV réalisé lundi et mardi, 81 % des Français estiment que l'exécutif a mal géré le nombre de doses de vaccin disponibles, une opinion en forte hausse.

Le phénomène observé lundi en Europe restera sans doute comme l'un des épisodes les plus singuliers de **la pandémie de coronavirus**. En quelques heures, par l'une de ces réactions en chaîne que seuls les experts en psychologie sociale sont en mesure d'expliquer, et alors même que **la vaccination** est la seule issue possible à la crise sanitaire, la moitié du continent a suspendu les injections d'AstraZeneca.

Tout commence au début du mois avec le décès d'une infirmière autrichienne des suites de « graves troubles de la coagulation », quelques jours après avoir reçu une injection de ce sérum. Le 8 mars, le lot de vaccins concerné est retiré de la circulation en Autriche. Puis le Danemark, la Norvège, la Bulgarie, l'Irlande et les Pays-Bas, où quelques cas graves de caillots sanguins sont signalés, suspendent la vaccination par AstraZeneca. **Par précaution**, car le lien n'est pas établi entre les injections et les cas de thrombose observés.

Lundi, six autres Etats européens leur emboîtent le pas : l'Allemagne, la France, l'Italie, la Slovénie, l'Espagne et le Portugal suspendent à leur tour, également par précaution, **la vaccination avec AstraZeneca**.

En Allemagne pourtant, le gouvernement défendait le vaccin anglo-suédois le week-end dernier encore. Le feu vert avait été donné à la vaccination des plus de 65 ans. **Markus Söder, président-ministre (CSU) de Bavière** et l'un des possibles successeurs d'Angela Merkel, invitait même, lundi matin, les responsables politiques d'outre-Rhin à se faire vacciner avec AstraZeneca.

Virage à 180°. Mais le ministère de la Santé allemand prend un virage à 180 degrés lundi après-midi et décide de suspendre l'utilisation du sérum, conformément aux recommandations de l'institut médical Paul-Ehrlich, qui conseille le gouvernement allemand et estime que « d'autres examens sont nécessaires », alors que 7 cas de thrombose veineuse cérébrale ont été observés sur plus de 1,6 million d'injections.

Prise de court, la France suit. « Il faut avoir confiance dans le vaccin AstraZeneca », affirmait pourtant dimanche soir **le Premier ministre Jean Castex sur Twitch**. « Sinon on aura des retards dans la vaccination, les Françaises et Français seront moins protégés et la crise sanitaire durera longtemps », argumentait le chef du gouvernement. Brutal changement de pied lundi. Au cours d'un déplacement à Montauban pour **un sommet franco-espagnol**, Emmanuel Macron en personne annonce que la France à son tour « suspend par précaution » la vaccination avec AstraZeneca.

Jusqu'alors, face aux doutes sur le vaccin anglo-suédois, le gouvernement avait pourtant choisi d'attendre l'avis de **l'Agence européenne des médicaments (EMA)** avant une éventuelle décision. « Le bénéfice apporté par la vaccination est jugé supérieur au risque à ce

stade », avait défendu Olivier Véran lors d'une conférence de presse. Mais la volte-face des Allemands, lundi, affole le sommet de l'Etat.

Pas davantage que lors de la fermeture de sa frontière avec la Moselle, Berlin ne s'est coordonné avec Paris avant d'annoncer sa décision. La chancelière allemande, dont le parti vient de subir un revers électoral dans deux scrutins régionaux et qui doit faire face à la menace d'une violente troisième vague épidémique, « a autre chose à faire que discuter avec Macron », estime une source européenne. Pour Damien Abad, président du groupe LR à l'Assemblée nationale, cette absence de concertation révèle « **la panne du couple franco-allemand** ».

Panique. « La France a cédé à la panique, juge un ancien ministre. Le Président est terrorisé par le risque politique et passe son temps à regarder ce que font les autres. Il a eu peur de se retrouver seul ».

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime pourtant qu'il n'y a « pas de raison de ne pas utiliser » ce vaccin et devait réunir mardi son groupe d'experts pour en étudier la sécurité. L'EMA s'est dite mardi « fermement convaincue » des avantages du vaccin AstraZeneca contre la Covid-19.

« Pour un chef d'Etat qui voit trois, quatre, cinq pays mettre le pied sur le ballon, c'est très difficile de continuer à jouer tout seul »

Le Conseil scientifique sur les vaccins Covid-19, créé par le gouvernement, n'a pas non plus recommandé la mise en oeuvre du principe de précaution. Mais « il est vrai que l'ensemble des pays européens le faisant, il était impossible pour le Président de tenir une attitude différente de celle des autres pays », affirmait lundi soir sur LCI l'une de ses membres, l'immunologue Brigitte Autran.

« On assiste avec cette crise sanitaire à la prise de conscience d'un espace public européen, analyse **Yves Bertoncini, président du Mouvement Européen-France**. Pour un chef d'Etat qui voit trois, quatre, cinq pays mettre le pied sur le ballon, c'est très difficile de continuer à jouer tout seul ».

Fallait-il suspendre la vaccination d'AstraZeneca pour trente cas de thrombose dénombrés par l'Agence européenne des médicaments sur 5 millions de personnes vaccinées ? « C'est préférer des milliers de morts certaines à de potentiels effets secondaires non démontrés », juge le jeune économiste Antoine Levy, doctorant au prestigieux MIT. « Le principe de précaution n'a de sens que s'il est apprécié relativement, observe Jean-Louis Bourlanges, président MoDem de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée. Il est assez simple de calculer le nombre de vies sauvées par la vaccination, et de la comparer au risque de décès, si jamais le lien était établi avec la vaccination ». « Peut-être qu'en Europe, on a trop de précautions », reconnaissait **le ministre des Affaires européennes Clément Beaune** mardi matin sur Radio Classique.

L'entourage du Président soulignait mardi qu'il ne s'agissait que d'une « suspension temporaire », ne doutant pas que l'EMA donnerait jeudi son feu vert à l'inoculation du vaccin. En décrétant cette suspension, sans attendre jeudi, **le chef de l'Etat, qui ne consulte jamais le Parlement sur la gestion de la crise** et prend ses décisions en matière sanitaire dans le secret de son Conseil de défense, aurait voulu faire preuve de « transparence »...

Défiance. Reste que la confiance du public risque d'être entamée, car toute cette séquence « va jeter un doute sur la sécurité du vaccin », craint l'infectiologue Odile Launay, membre du comité sur les vaccins Covid. Un sondage Elabe pour BFM-TV réalisé en ligne lundi et mardi indique d'ores et déjà que 58 % des Français ne font pas confiance au **vaccin AstraZeneca**, alors qu'ils font majoritairement confiance aux vaccins Pfizer-BioNTech (52 %) et Moderna (43 %)...

Une défiance à l'égard du sérum anglo-suédois à laquelle Emmanuel Macron a lui-même contribué. « Aujourd'hui, on pense que ce vaccin est quasi inefficace pour les plus de 65 ans », déclarait-il le 29 janvier devant des journalistes de la presse anglo-saxonne, au sujet du sérum développé par l'université d'Oxford. Des propos qui avaient fait grincer des dents à Londres.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a eu beau jeu d'affirmer mardi que « ce vaccin est sûr et marche extrêmement bien ». Près de 24,5 millions de premières doses ont déjà été injectées depuis début décembre au Royaume-Uni, sans que des effets secondaires dramatiques ne soient signalés.

Plus généralement, les Britanniques n'ont d'ailleurs pas développé durant cette crise l'aversion au risque observée de ce côté de la Manche. « Les Anglais ont gagné la dernière guerre, alors que nous, cela fait cent ans qu'on n'a rien gagné, rappelle l'ancien eurodéputé LR Alain Lamassoure. S'ils se sont lancés dans le Brexit, c'est qu'ils ne doutent pas qu'ils seront plus forts tout seuls. Nous, on subit et on a peur de tout... »

Le Covid a tué en Europe à ce jour 800 000 personnes sur 750 millions d'habitants soit 0,1 % de la population. Parallèlement, sur les 13 millions de personnes vaccinées avec Astrazeneca, 33 personnes auraient succombé à une thrombose, soit moins de 0,0003 %!

En supposant (ce qui est loin d'être le cas) que la relation vaccin-thrombose soit établie, le risque en se faisant vacciner avec Astrazeneca est donc 400 fois inférieur au risque lié à la Covid-19.

*En appliquant le principe de précaution et en suspendant le vaccin Astrazeneca même quelques jours, les autorités européennes l'ont transformé implicitement en présumé coupable. Une décision irresponsable qui a de facto accru de façon substantielle le risque de morbidité Covid-19 pour des millions d'Européens. Appliqué sans discernement, **le principe de précaution ne protège pas, il tue !***